

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de Hautes Terres Communauté

Objet : Décision expresse de refus d'exercer le droit de préemption urbain – DIA.015.100.26.0001 – Laveissenet

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de Hautes Terres Communauté et notamment sa compétence « plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale » ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 211-1 à L. 211-7 et R. 213-4 à D. 213-13-4 ;

Vu la délibération n°2021CC-191 du Conseil communautaire en date du 04 octobre 2021 portant exercice du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du conseil municipal de Laveissenet en date du 07 mars 2007 portant approbation de la carte communale de Laveissenet ;

Vu la délibération en date du 13 avril 2007 de la commune de Laveissenet instituant le droit de préemption urbain sur les parcelles ZL 51 et ZL107 pour permettre la création d'un lotissement et sur les parcelles ZL104 et ZL105 derrière les bâtiments communaux (salle polyvalente, mairie, gîtes) pour permettre la création de parking, couvertes par la carte communale approuvée le 07 mars 2007 ;

Vu la délibération n°2024-CC-206 en date du 09 décembre 2024 portant délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 02 février 2026 ;

DECIDE

Article 1 : De refuser d'exercer le droit de préemption urbain sur le bien désigné ci-dessous :

Date de dépôt au guichet (mairie)	29/01/2026	
Numéro d'enregistrement	DIA.015.100.26.0001	
Propriétaires du bien (vendeurs)		
Description du bien		
Adresse précise du bien	5 rue des Mazes 15300 Laveissenet	
Références cadastrales	Section et N° ZL0156	Superficie 997 m²
	Superficie totale 997 m²	
Zonage du PLU	Secteur ouvert à la construction	
Au sein du périmètre ORT de la commune		
Immeuble	Non bâti	

Nature des droits cédés	Pleine propriété
Usage	Habitation
Prix	8 973 €
Prix / m² de terrain	9 /m ²
Acquéreurs	DUMONT T. et CHAUVINC S.
Signature de la DIA	29/01/2026
Notaire ou autre mandataire	
<i>Profession de l'acquéreur</i>	
<i>Adresse de l'acquéreur</i>	

Article 2 : La présente décision ne vaut que dans la limite des renseignements contenus dans la déclaration d'intention d'aliéner ;

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

Article 4 : Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté est chargée de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Didier ACHALME



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.